



Sciences Économiques

Relations Économiques Internationales

Enseignant : H. ZOUIRI

.....

✓ Bonjour

✓ Bienvenue



Repères bibliographiques :

- AUBIN Ch. et NOBEL Ph., *Economie internationale*, faits, théories et politiques, Editions du Seuil, mars 2000.
- BIBEAU J-P., *Introduction à l'économie internationale*, 4^{ème} édition, Gaëtan Morin, Paris, 2000.
- BONNET H. et BERTHET D., *Les institutions financières internationales*, Editions PUF, Paris, 1987.
- BOURGUINAT H., TEILETCHEB J. et DUPUY M., *Finance internationale*, Dalloz, 2007.
- DE MELO J. et GREETHER J-M., *Commerce international ; Théories et applications*, Editions De Boeck Université, Paris, Bruxelles, 1997.
- GUILLOCHON Bernard, *Economie internationale*, 2^{ème} édition, DUNOD, Paris, 1998.



- GUILLOCHON B. et KAWECKI A., *Economie internationale, Commerce et macroéconomie*, 4^{ème} édition, DUNOD, Paris, 2003.
- HANAUT A., El Mouhoub M., *Economie internationale*, Edition Vuibert, Paris, 2002.
- HENNER Henri-F., *Commerce international*, 2^{ème} édition, Montchrestien, Paris, 1992.
- KRUGMAN Paul R. et OBSTFELD M., *Economie internationale*, Editions De Boeck Université, Bruxelles, 2003.
- LELART Michel, *Le système monétaire international*, Edition la Découverte, Paris, 2003.
- MUCCHIELLI J-L. et MAYER Th., *Economie internationale*, 2^{ème} édition, DALLOZ, Paris, 2010.
- SANDRETTO R., *Le commerce international*, Edition Armand Colin, Paris, 1993.
- SILEM Ahmed et ALBERTINI J-M., *Lexique d'Economie*, 11^{ème} édition, Dalloz, 2010.



INTRODUCTION

Objet du cours des Relations Economiques Internationales



Chapitre préliminaire : Définitions et grandes tendances des échanges contemporains

- ***Section 1. Émergence et développement des échanges internationaux***
 - **I. Définition du commerce international**
 - **II. Evolution du commerce international**
 - **III. Facteurs de développement du commerce mondial**
 - **IV. La nouvelle physionomie du commerce mondial**

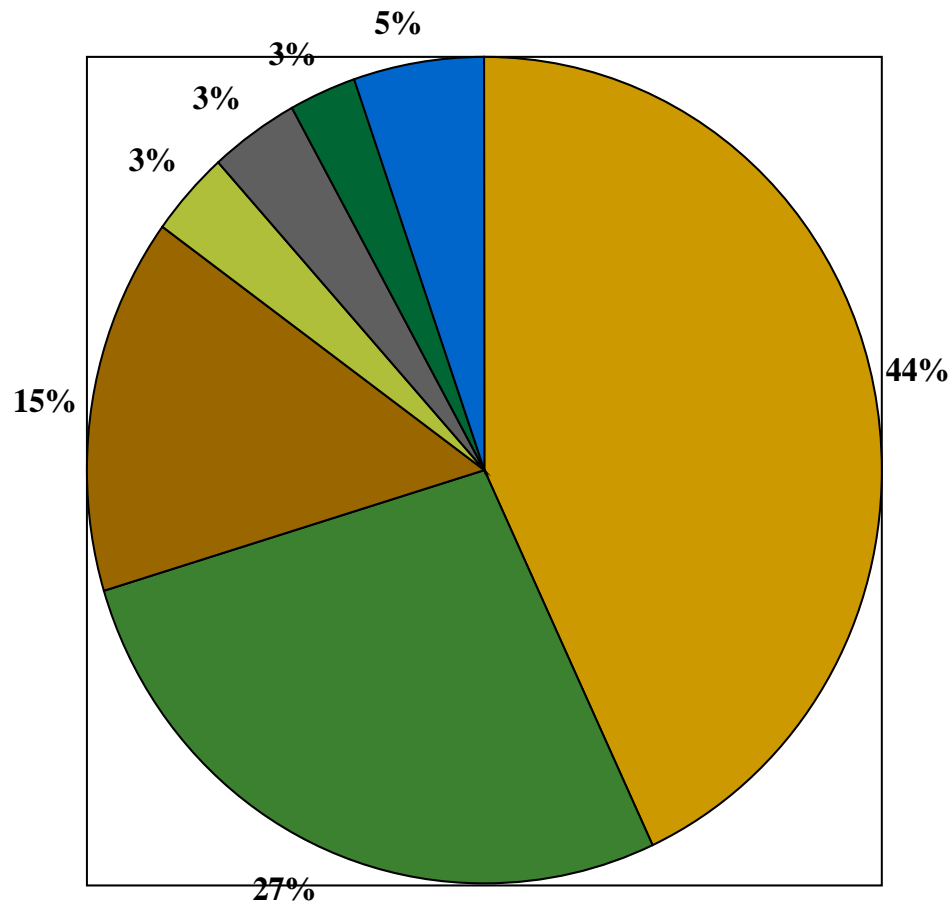


Chapitre préliminaire (Suite) :

Définitions et grandes tendances des échanges contemporains

- ❑ **Section 2. Les outils de mesure des échanges internationaux**
 - I. la comptabilisation des échanges : la balance des paiements
 - II. Les principaux indicateurs du commerce international
- ❑ **Section 3. Concepts économiques fondamentaux**
 - I. Possibilités de choix et coût d'opportunité
 - ❑ I. 1. Contrainte budgétaire du consommateur
 - ❑ I. 2. Coût d'opportunité
 - II. Possibilités de production

Répartition du commerce mondial



■ UE ■ Asie ■ Am. Nord ■ Am. Sud ■ CEI ■ Afrique ■ M-Orient

PREMIERE PARTIE :

THEORIE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET LA SPECIALISATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE



■ **Chapitre I. Les théories traditionnelles du commerce international**

- *Section 1. Le modèle ricardien du commerce international*
- *Section 2. La théorie des dotations de facteurs : le modèle de Heckscher-Ohlin (HOS)*

■ **Chapitre II. Les nouvelles théories de l'échange international**

- *Section 1. Les approches néo-factorielle et néo-technologique*
- *Section 2. Économie d'échelles, concurrence imparfaite et échange international*



Chapitre I. Les théories traditionnelles du commerce international

- ***Section 1. Le modèle ricardien du commerce international***
 - I. L'Avantage absolu de A. SMITH
 - II. L'avantage comparatif de D. RICARDO

- ***Section 2. La théorie des dotations de facteurs : le modèle de Heckscher-Ohlin (HOS)***
 - I. Déterminants du modèle HOS
 - II. Spécialisation et conséquence de l'échange

Chapitre II. Les nouvelles théories de l'échange international

- ***Section 1. Les approches néo-factorielle et néo-technologique***
 - I. L'approche néo-factorielle
 - II. L'analyse néo-technologique

- ***Section 2. Économie d'échelles, concurrence imparfaite et échange international***
 - I. Économies d'échelle et commerce international
 - II. Concurrence imparfaite et commerce international

DEUXIEME PARTIE :

LES POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES



- **Chapitre I. Éléments de débat libre-échange / protectionnisme**
 - *Section 1. Le libre-échange : avantages et inconvénients*
 - *Section 2. Le protectionnisme : avantages et coûts*

- **Chapitre II. Les politiques d'intégration régionale dans le monde**
 - *Section 1. L'essor de l'intégration régionale dans le monde*
 - *Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*



Chapitre I. Éléments de débat libre-échange/protectionnisme

- ***Section 1. Le libre-échange : avantages et inconvénients***
 - I. Définition du libre-échange
 - II. Avantages et inconvénients du libre-échange

- ***Section 2. Le protectionnisme : avantages et coûts***
 - I. Définition et typologies de protectionnisme
 - II. Justifications et coûts du protectionnisme

Chapitre II. Les politiques d'intégration régionale dans le monde

- ***Section 1. L'essor de l'intégration régionale dans le monde***
 - I. Les motivations des politiques d'intégration régionale
 - II. Les degrés d'intégration et les principaux accords régionaux

- ***Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)***
 - I. La structure de l'OMC
 - II. Les fonctions de l'OMC
 - III. Les domaines d'intervention de l'OMC
 - IV. Les limites de l'OMC

TROISIEME PARTIE :

ASPECTS FINANCIERS ET MONÉTAIRES DES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES



❑ **Chapitre I. Le système monétaire international**

- ***Section 1. Principes de l'organisation monétaire internationale***
- ***Section 2. Les différents régimes de taux de change***

❑ **Chapitre II. L'évolution des différents systèmes monétaires internationaux**

- ***Section 1. De l'étalon-or à Bretton Woods***
- ***Section 2. Le système de Bretton Woods***



PREMIERE PARTIE :

**THEORIE DU COMMERCE
INTERNATIONAL ET LA
SPECIALISATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE**



■ **Chapitre I. Les théories traditionnelles du commerce international**

- ❑ *Section 1. Le modèle ricardien du commerce international*
- ❑ *Section 2. La théorie des dotations de facteurs : le modèle de Heckscher-Ohlin (HOS)*

■ **Chapitre II. Les nouvelles théories de l'échange international**

- ❑ *Section 1. Les approches néo-factorielle et néo-technologique*
- ❑ *Section 2. Économie d'échelles, concurrence imparfaite et échange international*



Chapitre I. Les théories traditionnelles du commerce international

- ***Section 1. Le modèle ricardien du commerce international***
 - I. L'Avantage absolu de A. SMITH
 - II. L'avantage comparatif de D. RICARDO

- ***Section 2. La théorie des dotations de facteurs : le modèle de Heckscher-Ohlin (HOS)***
 - I. Déterminants du modèle HOS
 - II. Spécialisation et conséquence de l'échange

Section 1. Le modèle ricardien du commerce international

□ I- L'Avantage absolu de A. SMITH

A. SMITH fonde son analyse sur les avantages absolus de coût qu'un pays peut posséder sur un autre :

- Un pays a intérêt à se spécialiser dans la production de biens pour lesquels **ses coûts de fabrication sont plus faibles** qu'à l'étranger et à importer ceux pour lesquels ses coûts sont plus élevés.
- Cette spécialisation permet la réalisation d'une production mondiale optimale puisque les biens sont produits là où **les coûts sont les plus bas**. Elle permet aux ressources économiques de chaque nation d'être utilisées d'une manière plus efficace qu'auparavant et à la production des deux biens d'augmenter.

L'analyse d'A. SMITH met ainsi l'accent sur les gains de l'échange international par rapport à la situation d'autarcie. Toutefois, son explication du commerce est très limitée. Un pays dont la productivité serait inférieure dans les deux productions, ne pourrait pas participer à l'échange international.



Section 1. Le modèle ricardien du commerce international

□ II. L'avantage comparatif de D. RICARDO

D'après le raisonnement de Ricardo :

- Un pays a toujours intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il possède un avantage relatif, c'est-à-dire un avantage le plus élevé en termes de coût ou un désavantage le moins élevé. Autrement dit, il va produire et exporter ce qui lui coûte le moins cher en coût de production.
- La spécialisation et l'échange international sont expliqués par des coûts et donc des techniques de production différentes.
- Chaque nation obtient, grâce au commerce international, une quantité de biens plus importante que celle dont elle disposait en autarcie ; elle bénéficie ainsi d'un gain de bien être.



□ **II.1. Une économie à un facteur de production**

■ **II.1.1. Les possibilités de production**

■ **II.1.2 Les prix relatifs et l'offre**

En résumé, nous pouvons dire que : L'économie se spécialisera dans la production agricole si le prix relatif du produit A est supérieur à son coût d'opportunité ; Inversement, elle se spécialisera dans la production du bien industriel I si le prix relatif du produit A est inférieur à son coût d'opportunité.

□ **II.2. Les échanges dans un monde à un facteur**

■ **II.2.1 Le prix relatif après l'ouverture des échanges**

■ **II.2.2 Les gains de l'échange**

□ L'échange comme une méthode indirecte de production des biens et des services

□ L'impact de l'échange sur les possibilités de consommation de chaque économie

■ **II.2.3 Exemple numérique**

■ **II.2.4 Salaires relatifs**

Section 1. Le modèle ricardien du commerce international

□ II. 3 Limites du modèle ricardien

Ses limites portent principalement sur l'origine de la différence des coûts comparatifs, sur l'hypothèse de constance des coûts, sur l'indétermination du rapport international de l'échange et/ou l'oublie de la demande.

- **la différence des coûts de production**
- **L'hypothèse de la constance des coûts**
- **L'indétermination du rapport international**

En résumé, selon le modèle ricardien, le déterminant principal des échanges internationaux est l'existence de différences technologiques entre les économies. Mais, qu'en est-il du cas où les pays partagent la même technologie ou les mêmes techniques de production ?



Section 2. La théorie des dotations de facteurs : le modèle de Heckscher-Ohlin (HOS)

Ce modèle porte le nom de ses trois artisans principaux : les économistes suédois Eli Felip HECKSCHER (1919) et Bertil OHLIN (1933) et l'économiste américain Paul SAMUELSON (1948, 1949).

De ce fait, il est fréquemment désigné par l'expression « modèle HOS ».

Mais le nom de Wassily LEONTIEF (1953, 1956) doit aussi être associé à ce modèle en raison du test empirique que cet auteur a effectué.

I. Déterminants du modèle HOS

Le modèle HOS repose sur l'argument selon lequel deux pays se distinguent toujours par l'abondance relative de leurs dotations totales en facteurs de production.

■ I.1 Notion d'abondance relative des facteurs

Deux principales hypothèses sont liées au modèle HOS :

- Les pays connaissent les mêmes technologies, c'est-à-dire les mêmes techniques possibles de fabrication ;
- Les pays se caractérisent par leurs différences de dotations ou d'abondance relative des facteurs.

$$KA/LA < KB/LB$$

$$wA/rA < wB/rB$$



I. Déterminants du modèle HOS (Suite)

■ 1.2 Notion d'intensité relative des facteurs

On dira qu'une combinaison est plus intensive en facteur capital si elle utilise plus ce dernier que le facteur travail (*point 'a'* sur la figure n° 1.5). Inversement, elle sera plus intensive en facteur travail si elle utilise plus ce dernier que le facteur capital (*point 'b'*).

Le modèle des dotations factorielles suggère qu'un pays abondant en un facteur (cas de A dans notre exemple, abondant en travail), doit opter pour la technique de production et le bien intensif en ce facteur, puisque ce dernier sera relativement moins cher que l'autre facteur.

II. Spécialisation et conséquence de l'échange

■ II.1 Le théorème de Heckscher-Ohlin

"Un pays aura un avantage comparatif dans le produit intensif dans le facteur pour lequel il est relativement abondant ; ce produit sera un bien exportable. Inversement, ce pays aura un désavantage comparatif dans le produit intensif dans le facteur pour lequel il est relativement moins abondant, ce produit sera un bien importable".

■ II. 2 Le théorème d'égalisation internationale des revenus

"L'échange entraîne l'établissement d'un prix international unique et par conséquent aboutit à l'égalisation des revenus de facteurs de production entre les pays partenaires. L'échange de produits aboutit alors au même résultat que s'il y avait eu échange de facteurs".

■ II. 3 Vérification empirique du modèle HOS

Paradoxe de Leontief

II. Spécialisation et conséquence de l'échange (Suite)

■ II. 3 Vérification empirique du modèle HOS (Suite)

Essais de réponse ;

Trois explications ont été avancées :

- La qualification du travail
- La Recherche & Développement
- Le rôle de la demande

⇒ Les nouvelles théories de la spécialisation économique internationale



Chapitre II. Les nouvelles théories de l'échange international

Les vérifications empiriques des théories traditionnelles du commerce international ont donné lieu à des résultats contestables ; ce qui a incité plusieurs économistes à enrichir leurs réflexions théoriques de deux manières :

- D'une part, en prolongeant et en dépassant les modèles classiques : ce premier courant a développé les approches dites néo-factorielle et néo-technologique dans lesquelles la qualification du travail et l'innovation jouent un rôle essentiel dans la détermination des avantages comparatifs (*Section 1*).
- D'autre part, étant donné que les approches traditionnelles n'arrivent pas à expliquer les échanges croisés de produits comparables entre les pays de même niveau de développement, un deuxième courant est né pour chercher l'explication de ce phénomène du côté de la concurrence imparfaite (*Section 2*).



Section 1. Les approches néo-factorielle et néo-technologique

Ces deux approches prolongent et tentent d'améliorer les apports des modèles précédents.

■ I. L'approche néo-factorielle

Elle consiste en la distinction de plusieurs niveaux de qualification.

« *Un pays relativement **abondant en capital** exportera des **biens intensifs en travail qualifié** et un pays peu abondant en capital exportera des biens intensifs en travail non qualifié* ».

■ II. L'analyse néo-technologique

Contrairement au modèle d'Heckscher-Ohlin qui analyse les échanges internationaux en prenant comme hypothèse la production en fonction du facteur travail ou capital disponible, l'approche néo-technologique prend en considération de nouveaux éléments dans le commerce extérieur : **l'évolution technologique** et le **cycle du produit**.

□ II. 1 La thèse de l'écart technologique

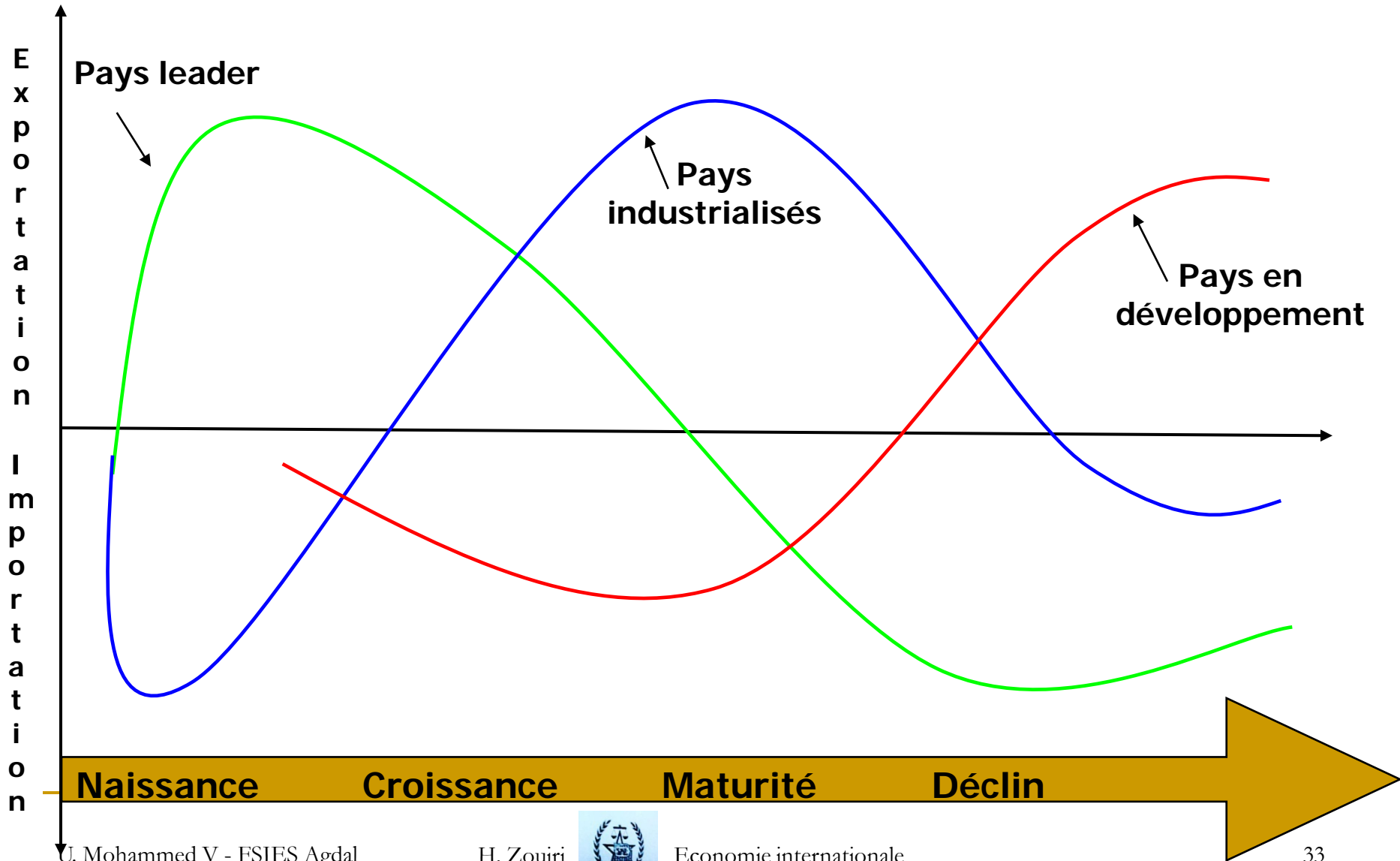
■ II. 2 La thèse du cycle du produit

Le cycle international de vie du produit

Étapes possibles

- Exportation Nord leader vers Nord suiveur
- Production chez le Nord suiveur et commerce Nord-Nord bilatéral (intra-branche)
- Maturité : Commerce Nord vers Sud
- Déclin : Production au Sud et commerce Sud vers Nord ou/et Sud-Sud (inter-branches)

Le cycle international de vie du produit



-
- ⇒ Au cycle de vie du produit correspond un cycle du commerce international :
- les produits en début du cycle sont exportés par les pays développés ;
 - les produits en fin de cycle seront exportés par les pays suiveurs



Section 2. Économie d'échelles, concurrence imparfaite et échange international

La notion d'*avantage comparatif* est l'élément central des deux modèles de base de la théorie du commerce que sont le modèle de RICARDO et celui d'HECKSCHER-OHLIN (basés sur l'hypothèse de rendements constants d'échelle). Cependant, tout le commerce international ne s'explique pas par la notion d'avantage comparatif. Les *économies d'échelle* (ou *rendements d'échelle croissants*) interviennent aussi dans l'explication.

Par ailleurs, l'importance du commerce de produits comparables entre les pays développés a remis en cause les modèles traditionnels. L'échange entre ces pays industrialisés est qualifié d'échange *intra-branche* (importation et exportation de produits appartenant à une même branche).

■ I. Économies d'échelle et commerce international

"Il y a économies d'échelle dans une branche ou une firme si l'accroissement du volume des facteurs utilisés engendre une augmentation plus élevée, en pourcentage, de la production".

□ I. 1 L'échange avec économies d'échelle externes

Les rendements d'échelle qui ont leur origine à l'extérieur de l'entreprise ; c'est-à-dire lorsque l'efficacité d'une firme quelconque est influencée positivement par une variable extérieure

□ I. 2 L'échange avec économies d'échelle internes

Les rendements d'échelle sont internes à l'entreprise lorsqu'ils sont croissants avec la production de l'entreprise elle-même. Leur présence signifie que si une firme quelconque fait croître d'un même pourcentage tous ses facteurs (capital, travail, ressources naturelles), sa production augmente d'un pourcentage supérieur.

En résumé, à souligner qu'un commerce mutuellement profitable peut se développer sur la base des économies d'échelle.

"Chaque pays se spécialise dans la production d'un registre limité de biens : cela lui permet de produire ces biens avec plus d'efficacité que s'il essayait de produire tous les biens pour son propre compte".

Ce sont alors des économies spécialisées qui procèdent à des échanges entre elles en vue de pouvoir consommer la pleine variété des biens disponibles.

■ II. Concurrence imparfaite et commerce international

□ II. 1 Explication de l'échange intra-branche par la demande

- Pour S. Linder (1961), l'échange croisé de produits manufacturés entre pays développés ne s'explique pas par les dotations factorielles (modèle HOS) mais par les comportements de la demande.

C'est le principe de la *demande domestique représentative*

- A la suite de Linder, B. Lassudrie-Duchêne (1971) développe l'idée d'une *demande de différence* : l'échange international est une « demande de différence », car « là où tout se révèle identique, il est inutile d'échanger ».

Autrement dit, le consommateur national a un goût et une préférence pour un produit comparable (peu différencié) fabriqué à l'étranger.

□ II. 2 Explication de l'échange intra-branche par la structure du marché

Le commerce *intra-branche* peut être également analysé en termes de concurrence monopolistique.

Deux types de différenciation sont à distinguer :

- ❑ **Différenciation verticale** : Pour Chamberlin, le commerce intra-branche apparaît comme un échange de produits similaires mais non identiques, c'est à dire différenciés. Les différenciations sur des biens à peu près comparables vont permettre aux consommateurs de satisfaire une demande de différence
- ❑ **Différenciation horizontale** : La diversité des goûts des consommateurs conduit les producteurs à multiplier les modèles au sein d'une gamme donnée ; Ex. : couleur d'une voiture, d'une chemise, d'une robe,...

Donc, la recherche de différenciation par les consommateurs les conduit à acheter des biens étrangers dès lors que ceux-ci présentent des caractéristiques jugées différentes de celles offertes sur le marché domestique. La concurrence entre les firmes en produisant des biens différenciés horizontalement et verticalement, aussi bien au niveau national qu'international, donne lieu à des **échanges croisés de produits similaires** entre pays (échanges intra-branches).

DEUXIEME PARTIE :

LES POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES



- **Chapitre I. Éléments de débat libre-échange / protectionnisme**
 - *Section 1. Le libre-échange : avantages et inconvénients*
 - *Section 2. Le protectionnisme : avantages et coûts*

- **Chapitre II. Intégration régionale et Organisation Mondiale du Commerce**
 - *Section 1. L'essor de l'intégration régionale dans le monde*
 - *Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*

- **Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international**

Section 1. Le libre-échange : avantages et inconvénients

■ I. Définition du libre-échange

Le libre-échange est un système de commerce international reposant sur l'absence de barrières douanières et non douanières à la circulation des biens et des services. Au sens strict, la notion ne s'étend pas aux mouvements de travailleurs ou de capitaux.

■ II. Avantages et inconvénients du libre-échange

Section 2. Le protectionnisme : avantages et coûts

■ I. Définition et typologies de protectionnisme

□ I.1 Définition du protectionnisme

Le protectionnisme se définit comme l'ensemble des mesures tarifaires et non tarifaires visant à protéger les producteurs locaux de la concurrence étrangère. Autrement dit, il s'agit d'un système économique dans lequel le commerce et d'industrie d'une nation sont protégés de la concurrence étrangère par des mesures gouvernementales.

□ I.2 Les différents types de protectionnisme

■ I.2.1 Les barrières tarifaires

- un tarif spécifique
- un tarif ad valorem

■ I.2.2 Les barrières non tarifaires

- La fixation des contingents
- Les barrières non tarifaires techniques ou réglementaires
- Les subventions (à la production ou aux exportations)

■ I.2.3 Le protectionnisme monétaire

■ II. Justifications et coûts du protectionnisme

□ II.1 Justifications du protectionnisme

Dans tous les cas, les mesures protectionnistes cherchent à :

- défendre la production intérieure et le niveau d'emploi,
- maintenir le niveau des salaires et les acquis sociaux.

■ II.1.1 La théorie du protectionnisme éducatif (Friedrich List)

■ II.1.2 Le néoprotectionnisme

□ II. 2 Les coûts du protectionnisme

■ II.2.1 Le risque de récession mondiale

■ II.2.2 La perte de bien-être global

- *L'apparition de rentes de situation (subventions...)*

- *La destruction de l'esprit de concurrence (contingentement...)*

- *La paralysie de la capacité d'adaptation de l'économie (subventions industries vieillissantes...)*

Chapitre II. Intégration régionale et Organisation Mondiale du Commerce

- ❑ ***Section 1. L'essor de l'intégration régionale dans le monde***
- ❑ ***Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)***



Section 1. L'essor de l'intégration régionale dans le monde

- **I. Les motivations des politiques d'intégration régionale**
- **II. Les degrés d'intégration et les principaux accords régionaux**
 - **II.1 Les différents degrés d'intégration régionale**
 - La Zone de Libre-Échange
 - L'Union Douanière
 - Le Marché Commun
 - L'Union Économique
 - L'Intégration Économique Totale (Union Monétaire)
 - **II.2 Les principaux accords régionaux dans le monde**
 - *ALENA (Accord de libre Échange Nord Américain)*
 - *MERCOSUR (Marché commun Sud-américain)*
 - *ASEAN (Association des Pays du Sud-est Asiatique)*
 - *EEE (Espace Économique Européen)*
 - *UEM (Union Économique et Monétaire)*



Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

C'est le dernier cycle, l'Uruguay round, qui s'est terminé en 1994 sur un accord final, l'Accord de l'OMC, qui institue l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle remplace dès lors le GATT en tant qu'organisation. Cette organisation est chargée de l'approfondissement de la libéralisation du commerce international et l'extension du libre échange.



Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Les objectifs et missions de l'OMC

La nouvelle OMC a les mêmes objectifs que le GATT puisqu'elle lui succède. Elle œuvre pour promouvoir la libéralisation des échanges commerciaux, renforcer les règles commerciales internationales et garantir la stabilité, la prévisibilité et la transparence du commerce international.

■ **I. La structure de l'OMC**

- **L'Organe de Règlement des Différends (ORD)**
- **Le Conseil Général**
- **La Conférence Ministérielle**

■ II. Les fonctions de l'OMC

- ❑ **Gérer et veiller au respect des accords passés entre ses membres et faciliter la mise en œuvre des résultats de l'Uruguay round.**
- ❑ **Servir de cadre pour la poursuite des négociations multilatérales permanentes dans le but d'accroître la libéralisation des échanges**
- ❑ **Organiser le règlement des litiges commerciaux entre ses membres par le biais de l'ORD (Organe de Règlement des Différends)**
- ❑ **Etablir le bilan des politiques commerciales des pays membres**
- ❑ **Coopérer avec les autres organisations internationales (le FMI, la BM, la CNUCED..)**
- ❑ **Fournir assistance technique et formation pour les PVD**

Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

■ **III. Les domaines d'intervention de l'OMC**

Le Gatt ne s'occupait que des marchandises. Il n'avait pas de compétences sur les produits agricoles et son action s'arrêtait aux frontières. L'OMC elle, prévoit l'approfondissement de la libéralisation du commerce international et y inclut les produits agricoles, et d'autres produits spécifiques comme le textile et l'habillement. Son champ d'intervention s'élargit et concerne en outre les produits agricoles, le commerce des services, la protection de la propriété intellectuelle ou encore la prise en compte de la spécificité des PVD.

- L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) ou (GATS) qui prévoit la libéralisation des échanges de services privés ou publics à l'exception des services dits régaliens à savoir, police, justice, armée et diplomatie);

Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

III. Les domaines d'intervention de l'OMC

- ❑ L'accord sur le droit de la propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) ou Trade Related property Rights (TRIPS) qui a pour but d'assurer une meilleure protection des droits de la propriété intellectuelle. Cet accord fixe notamment les règles relatives à la protection des droits d'auteur, des marques et des brevets industriels dans les échanges internationaux.
- ❑ Le règlement des différends commerciaux. L'OMC a mis sur pied une instance juridique chargée de statuer sur les conflits commerciaux pouvant apparaître entre les pays membres: l'Organe de Règlement des Différents (ORD). Cet organe quasi judiciaire a pour fonction de réguler les conflits commerciaux entre les pays soit par la négociation soit par des mesures de rétorsion approuvées par l'ORD.

■ **III. Les domaines d'intervention de l'OMC**

- La prise en compte de la spécificité des PVD: l'OMC prévoit un traitement spécial et différencié en faveur des PVD ou encore plus pour les pays les moins avancés (PMA). Ces pays bénéficient dans les accords de dispositions spéciales en leur faveur (délai d'adaptation plus long, obligations réduites, exemptions, assistance technique...). Ce traitement n'est cependant que transitoire puisque les PVD et les PMA devront se conformer à terme aux mêmes disciplines que les pays développés.

Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

■ **IV. Les limites de l'OMC**

- L'OMC donne la priorité aux valeurs commerciales au détriment de toute autre valeur. En effet, les règles de l'OMC nécessitent que les lois et règlements nationaux, conçus pour faire avancer les intérêts du travailleur, du consommateur, de l'environnement, de la santé, de la sécurité, des droits de l'homme, ou d'autres intérêts non commerciaux, soient appliquées de la façon « la moins restrictive possible pour le commerce ». Le commerce n'est presque jamais subordonné aux questions non commerciales.

Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

■ **IV. Les limites de l'OMC**

- L'OMC ne fait pas que réguler le commerce mondial, elle favorise son développement de façon active. Ses règles sont orientées de façon à faciliter le commerce mondial aux dépens d'efforts pour promouvoir le développement économique local, et des politiques qui font avancer les communautés, les pays et les régions vers une plus grande autonomie.



Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

■ **IV. Les limites de l'OMC**

- De plus, l'OMC nuit au Tiers Monde. Les règles de l'OMC forcent les pays du Tiers Monde à ouvrir leurs marchés aux multinationales des pays riches et à abandonner leurs efforts pour protéger leurs industries domestiques naissantes. Dans l'agriculture, l'ouverture aux importations de l'étranger, qui s'imposeront bientôt aux pays en voie de développement, va provoquer le bouleversement social des populations rurales.

Section 2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

■ **IV. Les limites de l'OMC**

- L'OMC transgresse le principe de précaution. En général, les règles de l'OMC empêchent les pays d'agir pour répondre à un risque potentiel. or, ces pays doivent répondre à tout risque probable en prenant des mesures préalables de santé publique ou d'environnement. Le cas du bœuf aux hormones illustre le refus de l'OMC d'appliquer le principe de précaution L'OMC limite la capacité des nations et des gouvernements à utiliser leur liberté d'achat pour favoriser les droits de l'homme, l'environnement, les droits du travailleur, ou d'autres buts non commerciaux.

■ IV. Les limites de l'OMC

- En général, les règles de l'OMC stipulent que les gouvernements peuvent décider de leurs achats selon des critères de qualité et de prix uniquement. L'OMC rejette les interdictions d'importer des biens fabriqués en utilisant le travail des enfants, des prisonniers politiques ou des ouvriers qui n'ont pas le droit d'être syndiqués dans leur pays ou travaillant dans des conditions difficiles. Autre limite importante de l'OMC, le tribunal commercial international règle inégalement les différends (abrogation des accords préférentiels sur la banane entre l'UE et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique en 1999) et l'interdiction européenne de la viande aux hormones.

Ces différentes limites et bien d'autres expliquent en partie les échecs des conférences ministérielles de Seattle, de Cancun et le blocage de celle de Doha.

Section 2. Les principaux indicateurs du commerce international

Les indicateurs du commerce international sont d'importants **outils d'analyse économique**. Ils sont très nombreux. En voici les plus fréquemment utilisés.



Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

- **Le taux de couverture** est le rapport de la valeur des exportations et la valeur des importations des biens :

$$TC = \frac{\text{Valeur des exportations}}{\text{Valeur des importations}} \times 100$$

Cet indicateur, établi pour un produit, ou un ensemble de produits ou un pays, révèle dans quelle mesure les importations sont couvertes par les exportations.

Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

■ Les termes de l'échange

L'indicateur des termes de l'échange rapporte les **prix à l'exportation** d'un pays aux **prix à l'importation** :

$$\text{TE} = \frac{\text{indice des prix à l'exportation} \times 100}{\text{indice des prix à l'importation}}$$

Si le rapport est supérieur à 100, il y a amélioration des termes de l'échange, si celui-ci est **inférieur à 100** il y a **détérioration** des termes de l'échange.



Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

- **Le degré d'ouverture** : appelé aussi taux d'ouverture, cet indicateur mesure la part des échanges commerciaux d'un pays dans le PIB.

Il est donné par :

$$\text{Degré d'ouverture} = \frac{(\text{Exportations} + \text{importations})}{2 \times \text{PIB}} \times 100$$

Le degré d'ouverture permet d'évaluer la dépendance d'une économie vis-à-vis du commerce extérieur.

Il renseigne aussi sur le degré d'ouverture d'une économie d'un pays au commerce international.



Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

- **Le taux d'exportation**: c'est le rapport en pourcentage des exportations d'un pays et de son PIB:

$$\text{Taux d'exportation} = \frac{\text{Exportations}}{\text{PIB}} \times 100$$

Ce taux mesure la part des exportations dans le PIB. Il exprime l'effort d'exportation d'un pays.

Il tend à mesurer la proportion dans laquelle la production est tournée vers l'extérieur.

Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

- **Le taux d'exportation** : c'est le rapport en pourcentage des exportations d'un pays et de son PIB:

$$\text{Taux d'exportation} = \frac{\text{Exportations}}{\text{PIB}} \times 100$$

Ce taux mesure la part des exportations dans le PIB. Il exprime l'effort d'exportation d'un pays.

Il tend à mesurer la proportion dans laquelle la production est tournée vers l'extérieur.

- **Le taux d'importation** est la part des importations dans le PIB :

$$\text{Taux d'importation} = \frac{\text{Importations}}{\text{PIB}} \times 100$$

Ce taux mesure l'importance des importations dans la production nationale mesurée par le PIB

Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

- **Le Taux de pénétration** est le rapport en pourcentage des importations globales sur le marché intérieur (ou demande intérieure).

$$\text{Taux de pénétration} = \frac{\text{Importations globales}}{\text{Marché intérieur}} \times 100$$

Le marché intérieur ou demande intérieure est représenté par l'identité suivante :

$$\text{Demande intérieure} = \text{consommation finale} + \text{FDCF} + \text{Variations de stock} = \text{PIB} + \text{importations} - \text{Exportations}$$

Le taux de pénétration indique la proportion de la demande intérieure qui est satisfaite par le recours aux importations.

Chapitre III. Les principaux indicateurs du commerce international

■ Les indicateurs de compétitivité

- **Part de marché à l'exportation** (exportations d'un pays par rapport aux exportations mondiales pour un produit donné) :

$$\text{Part de marché à l'X} = \frac{\mathbf{X_{ik}}}{\mathbf{X \text{ mondial K}}} \times 100$$

- **Part de marché à l'importation** (importations d'un pays par rapport aux importations mondiales pour un produit donné) :

$$\text{Part de marché à l'M} = \frac{\mathbf{M_{ik}}}{\mathbf{M \text{ mondial k}}} \times 100$$

TROISIEME PARTIE :

ASPECTS FINANCIERS ET MONÉTAIRES DES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES



❑ **Chapitre I. Le système monétaire international**

- *Section 1. Principes de l'organisation monétaire internationale*
- *Section 2. Les différents régimes de taux de change*

❑ **Chapitre II. L'évolution des différents systèmes monétaires internationaux**

- *Section 1. De l'étalon-or à Bretton Woods*
- *Section 2. Le système de Bretton Woods*



Introduction au SMI et IFI

- **« Ensemble de pratiques, de règles et d'institutions qui visent à organiser et à contrôler les échanges monétaires et financiers internationaux en définissant les modes de fixation du cours des monnaies et la nature des réserves internationales »**

Il assure trois principales fonctions :

- L'organisation des échanges entre les monnaies
 - Le règlement des échanges internationaux
 - L'ajustement des balances de paiement
- **Distinction des systèmes à taux de change fixe et à taux de change flottant.**



Repères conceptuels

Dans chaque pays, une Banque centrale est chargée d'émettre la monnaie fiduciaire dans l'économie.

■ 1. Définition (s) de la monnaie

La monnaie est par nature l'instrument d'échange universel dont l'existence préalable est la condition de l'échange.

Elle peut être définie comme tout moyen de paiement qui permet de régler sans délai et définitivement une dette ou un achat.



■ 2. Les fonctions de la monnaie

La monnaie remplit notamment **trois fonctions essentielles** :

- ***Un instrument de mesure de valeurs*** : C'est une unité de compte donnant les prix monétaires des biens;
- ***Un instrument d'échange*** : C'est un instrument d'échange permettant de régler les dettes;
- ***Un instrument d'épargne*** : C'est une réserve de valeur (fonction d'épargne en vue de paiements pour des transactions futures)



■ 3. Les formes de la monnaie

La monnaie peut revêtir **quatre formes** :

- *la monnaie marchandise ;*
- *la monnaie métallique* aujourd'hui disparue ;
- *la monnaie fiduciaire ;*
- *la monnaie scripturale ;*
- *la monnaie électronique*



Principes de l'organisation monétaire internationale

1. Repères conceptuels

- Dans chaque pays, une Banque centrale est chargée d'émettre la monnaie fiduciaire dans l'économie.
- La monnaie remplit notamment **trois fonctions essentielles** :
 - **Un instrument de mesure de valeurs** : C'est une unité de compte donnant les prix monétaires des biens;
 - **Un instrument d'échange** : C'est un instrument d'échange permettant de régler les dettes;
 - **Un instrument d'épargne** : C'est une réserve de valeur (fonction d'épargne en vue de paiements pour des transactions futures)
- Mais il n'existe pas encore de Banque centrale ni de monnaie unique au niveau mondial.
- ➔ Il y a donc toujours deux monnaies en jeu dans chaque transaction internationale.
 - ❖ A quel prix monétaire les biens vont-ils s'échanger? ➔ **c'est le problème du taux de change.**
 - ❖ Comment peut-on alors régler les échanges internationaux? ➔ **c'est le problème des mécanismes de change.**



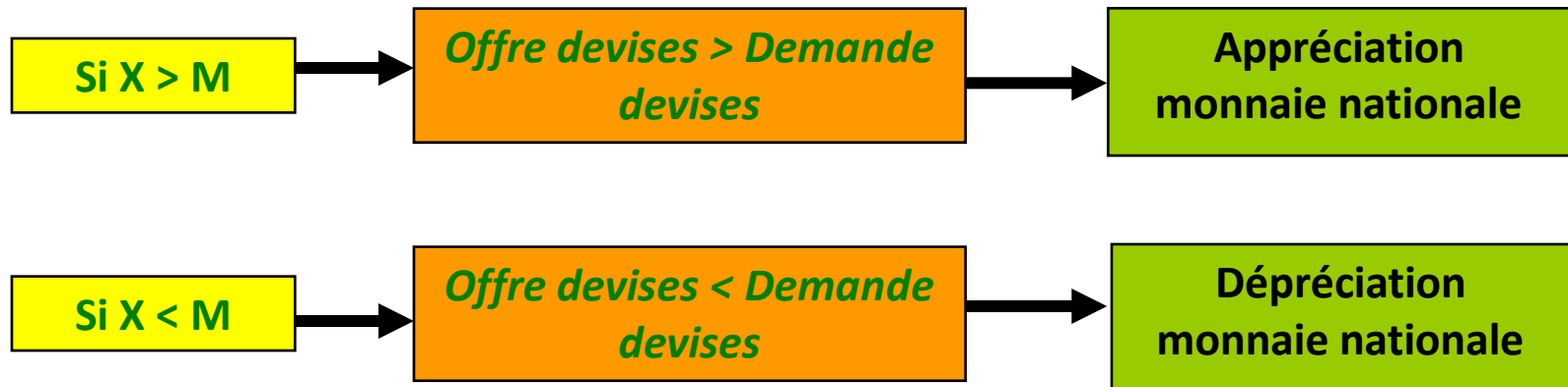
Taux de change et fluctuation des taux sur le marché des changes

- **Le taux de change d'une monnaie est le prix (le cours) auquel cette monnaie s'échange contre une monnaie étrangère. Exemple: 1 euro = 11,.. dirhams**
- **Sur le marché des changes, le cours de change des devises (= monnaies étrangères) varie en fonction de l'offre et de la demande.**
- **Soit une devise quelconque = DM. Deux cas possibles:**
 - **Si Offre DM < Demande DM → Prix DM monte = appréciation;**
 - **Si Offre DM > Demande DM → Prix DM baisse = dépréciation.**



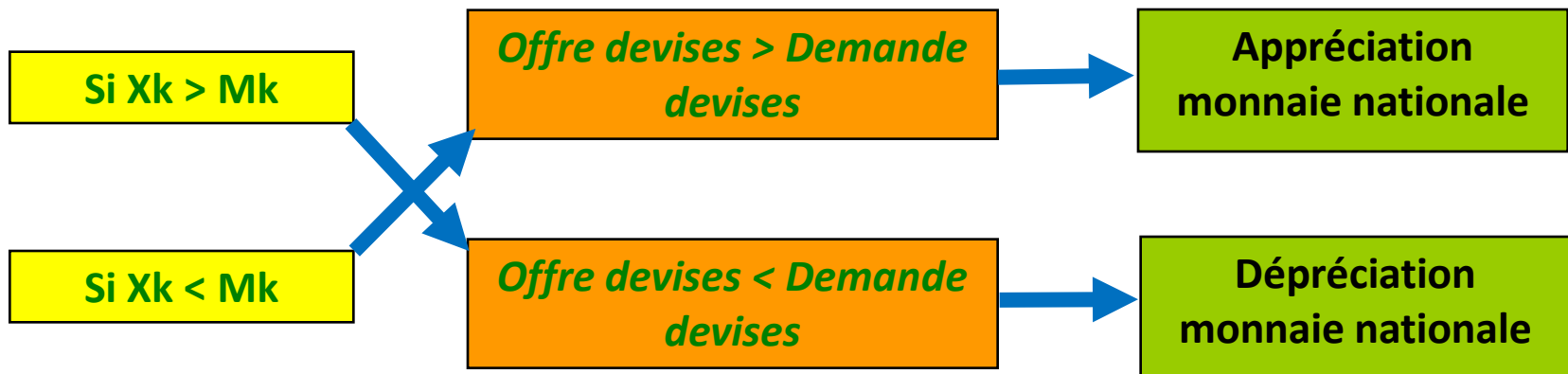
Les principes des mécanismes de change (1)

- Dans le cas des échanges de biens et services, le solde commercial exerce une influence sur le cours de change de la monnaie nationale :



Les principes des mécanismes de change (2)

- Dans le cas des échanges de capitaux, le solde financier exerce une influence sur le cours de change de la monnaie nationale :



la notion de système de changes

- On distingue deux grands systèmes de changes:
 - ❖ **Libre → cas des changes flottants**
= le marché des changes détermine la formation des taux de change + absence d'étalon de change.
 - ❖ **Administré → cas des changes fixes**
= l'intervention des autorités monétaires garantit le maintien d'un cours de change officiel + existence d'un étalon de change.
- On ne parle de **Système Monétaire International (SMI)** que dans le second cas.
- Un SMI est une institution (ensemble de règles) internationale dont le but est de limiter la fluctuation des taux de change afin de favoriser la sécurité monétaire des échanges.

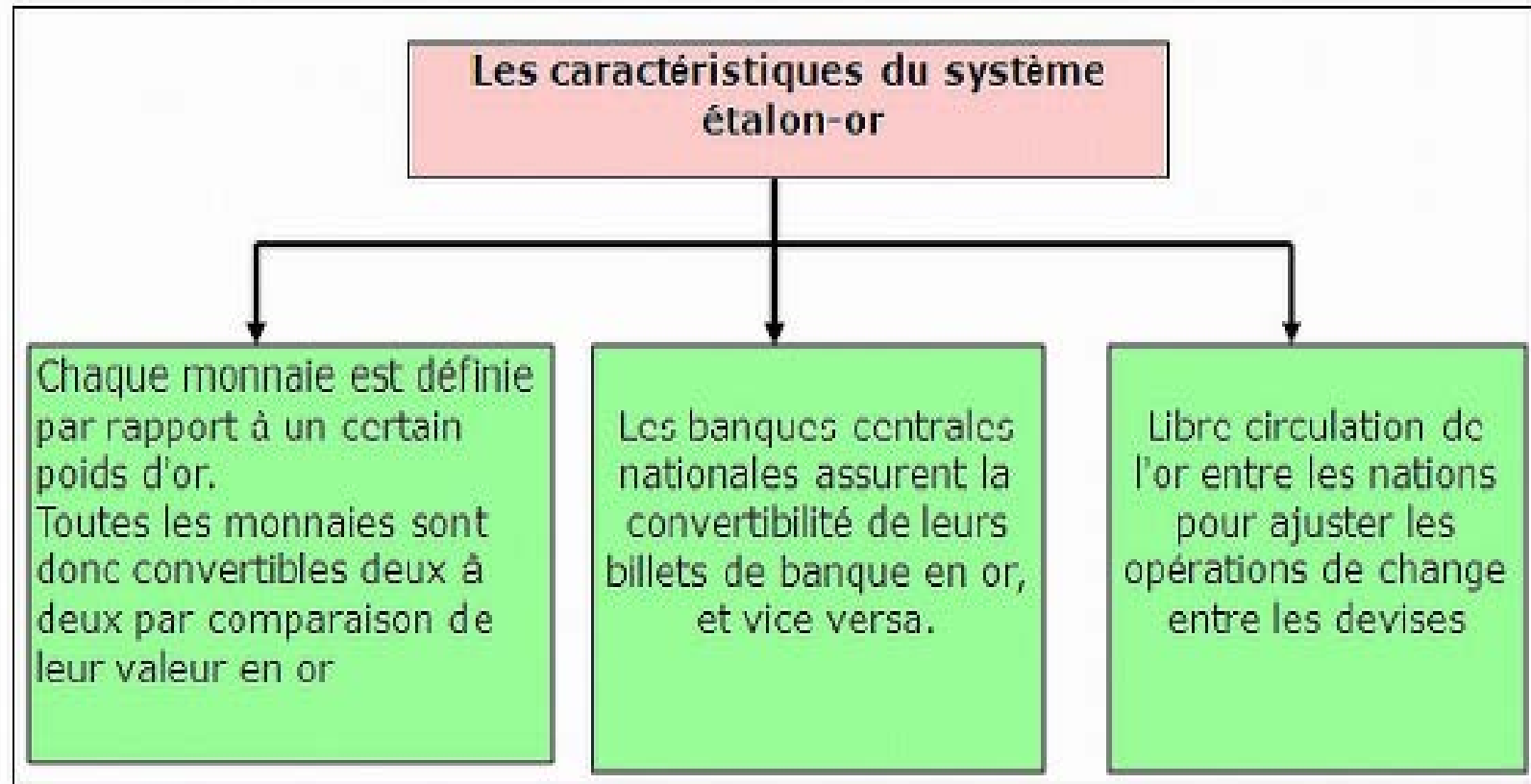


L'évolution des différents systèmes monétaires internationaux

- Plusieurs SMI se sont succédés depuis la Révolution Industrielle, le plus célèbre étant le **système de l'étalon-or** et le plus récent le **système de l'étalon de change-or**.
 - le système de l'étalon-or qui a fonctionné au XIXème siècle et au début du XXème siècle;
 - le système de **Betton-Woods** qui a fonctionné de 1944 à 1973 avec un système de taux de changes fixes;
 - depuis mars 1973, un **système de taux de changes flottants**.



👉 L'étalon-or jusqu'en 1914



XIX^e

Changes fixes (étalon-or)

XX^e

1914 Première guerre mondiale

- Sur le plan national : la monnaie en circulation est constituée de billets et de pièces convertibles en or et dont l'émission est fonction du stock national d'or.



=



=



XIX^e

XX^e

1914 Première guerre mondiale

Changes fixes (étalon-or)



- Sur le plan international : les monnaies sont définies légalement par rapport à l'or (l'unité monétaire correspond à un certain poids d'or). Ces monnaies sont interchangeableables entre elles sur la base de leur définition légale respective (pair de change).



=



=



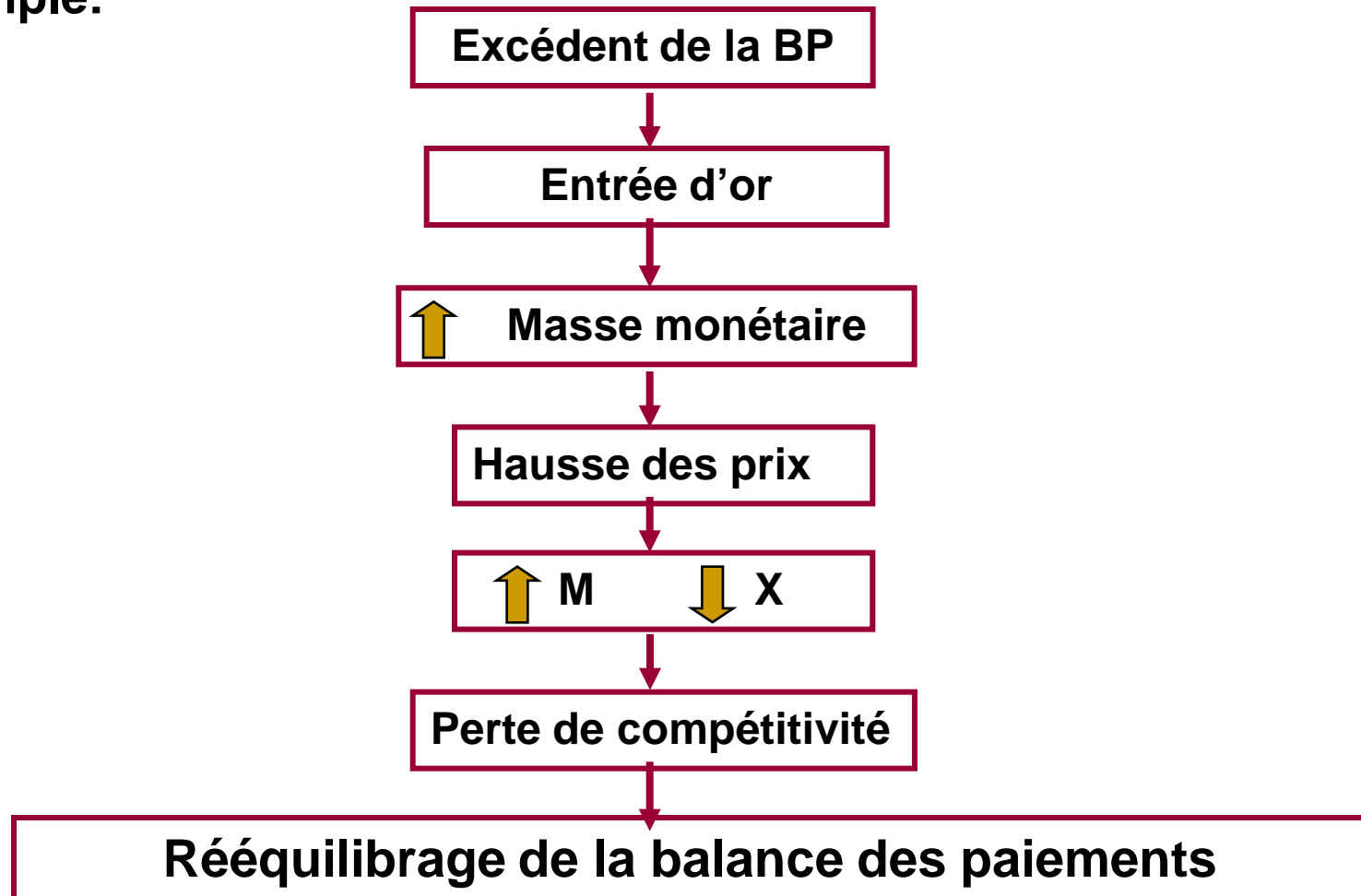
=



□ Les avantages de l'étalon-or

☞ L'ajustement automatique de la balance des paiements:

Exemple:



Avantages de l'étalon-or :

équilibre automatique de la Balance des Paiements

- l'étalon-or assure un mécanisme d'équilibrage automatique des balances des paiements (théorie de David HUME) selon le mécanisme suivant :
 - La quantité d'or en circulation dans le pays détermine le niveau des prix (théorie quantitative de la monnaie)
 - Le niveau des prix détermine le solde commercial
 - Le solde commercial détermine les entrées et sorties d'or.



Exemple de rééquilibrages

- Afflux net d'or → hausse du pouvoir d'achat (demande) → hausse des prix domestiques → déficit commercial → sorties d'or → baisse de la demande → baisse des prix.

Pour le taux d'intérêt :

- Si le taux d'intérêt domestique est trop élevé → afflux d'or (= offre de monnaie) → baisse du taux d'intérêt.
- La balance des paiements = balance commerciale + balance des capitaux. Équilibrage automatique.
- Mais l'étalon-or garantit l'équilibre au prix de fluctuations (dépression, expansion)



XIX^e

XX^e

1914 Première guerre mondiale

1918

Changes fixes (étalon-or)



Entre 1914 et 1918, la convertibilité intérieure de la monnaie en or fut suspendue. Après 1918, le rétablissement de l'étalon-or ne fut plus possible car les monnaies en circulation à l'intérieur des pays n'étaient plus convertibles et, du fait de la hausse des prix des biens, le volume d'or disponible n'était plus suffisant pour faire face aux besoins du commerce international.

XIX^e

XX^e

1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

Changes fixes

↓
(étalon de change-or)

Il fut conseillé aux pays membres de conserver une partie de leurs avoirs extérieurs sous forme de devises étrangères convertibles en or et d'utiliser ces devises comme moyens de règlement des transactions internationales et comme instrument de réserve de change, à côté de l'or.

C'est la première instauration du régime de l'étalon de change-or



ou



Après 1918

- Point de départ déséquilibré par l'héritage de la guerre :
 - Inflation forte
 - Dettes publiques élevées.
- Période d'inflation, dévaluations compétitives, appauvrissantes et inflationnistes.
- La monnaie papier se diffuse largement
- Les autorités essaient de conserver l'étalon-or



- Pas d'accord sur la fixation des taux de change
 - Grande-Bretagne: refus de dévaluer sa monnaie surévaluée
→ déclin économique
 - France: dévaluations, sous-évaluation de la monnaie,
"beggar-thy-neighbour policies"
 - jusqu'à ce que les autres prennent des mesures de
rétorsion et que le franc devienne sur-évalué à son tour.
 - Allemagne: hyper-inflation, dévaluations puis contrôle des
changes.



XIX^e

XX^e

- 1914 Première guerre mondiale
- 1918
- 1922 Conférence de Gênes
- 1931 Dévaluation de la livre
- 1933 Dévaluation du dollar
- 1939 Deuxième guerre mondiale



Changes fixes

(étalon de change-or)



XIX^{ème}

XX^{ème}

- 1914 Première guerre mondiale
- 1918
- 1922 Conférence de Gênes
- 1931 Dévaluation de la livre
- 1933 Dévaluation du dollar
- 1939 Deuxième guerre mondiale
- 1944 **BRETTON WOODS**



Changes fixes

(étalon de change-or)



XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 **BRETTON WOODS**

C'est un nouveau régime d'étalon de change-or qui est imaginé. Les réserves des pays sont constituées par de l'or et des devises fortes (dollar, livre sterling, franc suisse...).

La clé de voûte du système était la définition de la valeur-or du dollar (888,671 milligrammes d'or fin correspondant à un prix de 35 \$/once) .



XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 **BRETTON WOODS**

Chaque pays fixe la parité de sa monnaie vis-à-vis de l'or (ou du dollar) en s'engageant à maintenir le cours, seule une variation de 1 % de la parité est autorisée.

Cet ordre monétaire international est fondé sur trois principes fondamentaux :

- la convertibilité des monnaies
- la stabilité des changes
- la collaboration entre tous les partenaires.



XIX^{ème}

XX^{ème}



- 1914 Première guerre mondiale
- 1918
- 1922 Conférence de Gênes
- 1931 Dévaluation de la livre
- 1933 Dévaluation du dollar
- 1939 Deuxième guerre mondiale
- 1944 BRETTON WOODS

Le Fonds Monétaire International (F.M.I.), issu de Bretton Woods, est l'organisme qui favorise la stabilité des changes et qui apporte un concours financier temporaire aux pays membres afin qu'ils puissent équilibrer leur balance des paiements.



XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 **BRETTON WOODS**

La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) est chargée de promouvoir et de financer des projets. Au départ, il s'agissait de reconstruire l'Europe mais aujourd'hui, la « Banque Mondiale » a pour but d'accorder des prêts à des taux privilégiés aux pays en voie de développement pour réaliser leurs objectifs économiques ou structurels.



XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 BRETTON WOODS



Changes fixes
(étalon de change -or)



Négociations de BW

- **Les accords de Bretton Woods du 22 juillet 1944 résultent de la confrontation de deux propositions / US et RU qu'on a désigné par l'expression Sterling-dollar diplomacy**
- **Etats-Unis représentés par H.D. White préconisent :**
 - **Fonds de stabilisation des changes**
 - **Éliminer les dévaluations compétitives**
 - **Responsabilité financière des États**
 - **Deux institutions**
- **Royaume-Uni représenté par J. M. Keynes propose :**
 - **Union internationale de compensation**
 - **Unité de compte : le bancor**
 - **Responsabilité partagée**
 - **Crédit international**
 - **Parités fixes, mais ajustables en cas de déséquilibre durable de la balance des paiements**



II- Le SMI issu des accords de Bretton Woods

□ Les nouvelles règles monétaires

- **Création du FMI, la nouvelle autorité monétaire**
- **Systeme de taux de change fixes, mais ajustables**
- **Déclaration d'une parité de chaque monnaie en or ou \$**
- **Convertibilité totale des monnaies entre elles**
- **Engagement des USA à fournir de l'or contre des dollars**
- **Le dollar joue alors le rôle d'une monnaie internationale**
- **Prêts du FMI pour aider au maintien des taux de change**
- **Possibilité de dévaluation officielle, si les difficultés persistent.**



III-Difficultés du système

- **Détérioration du système dès les années 60:**
 - **Déficit de la balance des paiements US**
 - **Plan Marshall (aider la reconstruction de l'Europe après la Seconde guerre mondiale)**
 - **Présence militaire US dans le monde**
 - **Rôle des FMN américaines**
 - **Retour à la compétitivité commerciale de l'Europe**
 - **Conséquences du déficit**
 - **Accumulation de \$ dans les réserves des BC**
 - **Dégradation de la parité dollar/or .**
 - **Les euro dollars aggravent le problème**



□ **La fin du système de Bretton Woods**

- **Les américains ne convertissent plus les \$ en or**
- **De ce fait, depuis 1968 prévaut un système d'étalon-devises**
- **C'est l'époque du dollar standard**
- **En 1971, Nixon déclare l'inconvertibilité du \$ en or**
- **En 73, avec le choc pétrolier et le développement des pétrodollars nouvelle spéculation contre le dollar**
- **Déévaluation du dollar**
- **1976, arrêt officiel du système de taux de change fixe**
- **Flottement pur des monnaies .**



IV-Le système de change flottant

👉 Flottement pur des monnaies depuis 1976

👉 Ennuis du nouveau régime:

- Les variations pénalisent les échanges mondiaux
- Les variations détruisent la compétitivité
- Les pratiques des dévaluations compétitives
- Les variations des taux de change accélèrent la spéculation et l'instabilité .

Exemple de variations de taux de change: parité euro/dollar:

Janvier 1999	Octobre 2000	Octobre 2003	Octobre 2007	Mars 2008	Avril 2009
1,1384	0,84	1,16	1,44	1,56	1,32



V-Les liquidités internationales

Les liquidités officielles internationales détenues par les banques centrales:

➤ Les devises clés : (En%)

Devises	1973	1983	1993	1999	2007
USD	76	71	56	71	64
Euro (mark jusqu'en 1999)	7	12	13	18	26
JPY	0,1	5	7	5	3
GBP			4,7	2,9	4,7



les accords de BW

- **Régime de changes fixes :**
 - parités fixes, mais ajustables ;
 - fluctuations +/- 1 % ;
 - libre convertibilité des monnaies.
- **Réserves :**
 - or ou devises convertibles en or (Gold-Exchange Standard);
 - deux monnaies clés, la £. et le \$;
 - or : 35 \$ l'once.
- **Coopération monétaire : promouvoir la croissance et la stabilité de l'économie mondiale**
 - stabilité des changes et équilibre de la balance des paiements
 - climat favorable à l'investissement
 - ouverture commerciale
- **Création de deux institutions :**
 - FMI : facilités temporaires et surveillance
 - BIRD : intermédiaire financier



Statuts du FMI

- Objectifs :
- i) Promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux.
- ii) Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique.
- iii) Promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les États membres des régimes de change ordonnés et éviter les dépréciations concurrentielles des changes.
- iv) Aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les États membres et à éliminer les restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial.
- v) Donner confiance aux États membres en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leurs balances des paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale.
- vi) Conformément à ce qui précède, abrégier la durée et réduire l'ampleur des déséquilibres des balances des paiements des États membres.



Ressources du FMI

- **Les quotes-parts génèrent l'essentiel des ressources financières du FMI. Chaque pays membre se voit attribuer une quote-part sur la base de son importance relative dans l'économie mondiale.**
- **Les accords généraux d'emprunt**
 - Les AGE, depuis 1962
 - Les nouveaux accords d'emprunt (NAE) : novembre 1998
- **La quote-part d'un pays membre détermine le montant maximum de ressources financières que le pays s'engage à fournir au FMI et le nombre de voix qui lui est attribué, et détermine le montant de l'aide financière qu'il peut obtenir du FMI.**
- **La quote-part définit aussi le montant de l'aide financière qu'un pays membre peut obtenir du FMI (limite d'accès).**
- La fraction des allocations générales de DTS qui est attribuée à chaque pays membre est elle aussi proportionnelle à sa quote-part.
- Le Conseil des gouverneurs du FMI procède à des révisions générales de quotes-parts à intervalles réguliers (généralement tous les cinq ans). Toute modification des quotes-parts doit être approuvée par une majorité de 85 % des voix attribuées.



Fonctions du FMI : surveillance & assistance

■ Fonction de surveillance

- 1. Les **régimes de change et les politiques monétaire et financière**
- 2. Les **politiques structurelles** . Le « dialogue » de politique économique que le FMI entretient avec ses membres s'étend aux questions d'ordre structurel à chaque fois que celles-ci ont des conséquences importantes pour les résultats macroéconomiques.
- 3. Les **questions liées au secteur financier** : Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) (1999) afin de mesurer ensemble les forces et faiblesses des secteurs financiers des États membres.
- 4. Les **questions institutionnelles** : l'indépendance de la banque centrale, la réglementation du secteur financier, le gouvernement d'entreprise, la transparence de la politique économique ou les questions de responsabilité : formulation, application et évaluation de normes et codes internationalement reconnus.
- 5. **L'évaluation des risques et des facteurs de vulnérabilité** liés aux flux de capitaux massifs et « parfois » volatils est davantage au cœur de la surveillance du FMI depuis quelques années. La prévention des crises doit aller au-delà du cadre traditionnel des comptes des transactions courantes et de la viabilité de la dette extérieure.



Fonction d'assistance

Prévenir les crises économiques et financières aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral

- **Quatre variables intermédiaires**
 - **bonnes politiques macroéconomiques (budgétaire, monétaire et de taux de change);**
 - **institutions économiques et financières solides;**
 - **statistiques de haute qualité**
 - **bonne gestion publique.**
- **Assistance technique**



Assistance financière

- Lorsqu'un pays emprunte au FMI, son gouvernement prend des engagements à l'égard des politiques économiques et financières - dispositions qui sont connues sous le nom de «conditionnalité». La conditionnalité permet au FMI de vérifier que l'argent prêté est bien utilisé pour résoudre les difficultés économiques de l'emprunteur, de sorte que le pays soit en mesure de le rembourser rapidement et que les fonds soient ainsi disponibles pour les autres pays qui en ont besoin



Assistance financière : la conditionnalité

- - Un pays membre peut solliciter une aide financière au FMI s'il constate un **besoin de balance des paiements** — c'est-à-dire dans les cas où il ne peut pas obtenir de financements suffisants à des conditions abordables pour régler ses paiements internationaux.
- - L'aide financière du FMI relève généralement d'«**accords**» de **confirmation** stipulant les conditions que le pays doit remplir pour avoir accès aux ressources. Le **programme économique** qui sous-tend un accord est formulé par le pays en consultation avec l'institution, puis soumis au Conseil d'administration dans une «**lettre d'intentions**». Une fois l'accord approuvé par le Conseil d'administration, le prêt est mis à la disposition du pays par tranches successives au fur et à mesure de l'exécution du programme.
- Le montant qu'un pays peut emprunter au FMI — la «**limite d'accès**» — varie en fonction du type de prêt accordé, mais en général ce montant représente un **multiple de la quote-part**. Lorsque les besoins des pays membres sont très élevés (en cas de crise du compte de capital, par exemple), les prêts du FMI peuvent dépasser ces limites et sont régis alors par la politique d'«**accès exceptionnel**».
- Les concours financiers accordés par le FMI **permettent aux pays de reconstituer leurs réserves internationales, de stabiliser la valeur de leur monnaie, de continuer à régler leurs importations et de restaurer les conditions d'une croissance forte et durable**. Contrairement aux banques de développement, le FMI n'accorde pas de prêts pour des projets spécifiques.



Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)

Objectifs:

- (a) aider à la reconstruction et au développement des territoires des Etats membres, en facilitant l'investissement de capitaux consacrés à des fins productives, - y compris la restauration des économies détruites ou disloquées par la guerre, la réadaptation des moyens de production aux besoins du temps de paix et l'encouragement au développement des ressources et moyens de production des pays les moins avancés.
- (b) promouvoir les investissements privés à l'étranger au moyen de garanties ou de participations aux prêts et autres investissements effectués par les fournisseurs privés de capitaux; et, à défaut de capitaux privés disponibles à des conditions raisonnables, de compléter l'investissement privé sous des modalités appropriées et en fournissant à des fins productives des moyens financiers tirés de son propre capital, des fonds qu'elle s'est procurés et de ses autres ressources.
- (c) promouvoir l'harmonieuse expansion, sur une longue période, des échanges internationaux et l'équilibre des balances des paiements, en encourageant les investissements internationaux consacrés au développement des ressources productives des Etats membres, contribuant par là à relever, sur leurs territoires, la productivité, le niveau d'existence et la situation des travailleurs.
- (d) combiner les prêts accordés ou garantis par elle avec les prêts internationaux d'autre provenance, en donnant la priorité aux projets les plus utiles et les plus urgents, quelle qu'en soit l'envergure.
- (e) conduire ses opérations en tenant dûment compte des répercussions économiques des investissements internationaux dans les territoires des Etats membres et de faciliter, pendant les premières années de l'après-guerre, une transition sans heurts de l'économie de guerre à l'économie de paix.



Le groupe de la BM

le Groupe de la Banque mondiale comprend quatre autres organisations.

- **L'Association internationale de développement (AID) : l'AID est l'organe de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres du monde à réduire leur pauvreté au moyen de subventions et prêts sans intérêt destinés à financer la relance de la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie de leur population.**
- **La Société financière internationale (SFI) encourage les investissements du secteur privé en apportant son appui aux secteurs et aux pays présentant des risques importants. La démarche de la Société repose sur le principe qu'une croissance économique solidement établie est essentielle à la réduction de la pauvreté, que cette croissance est fondée sur le développement de l'esprit d'entreprise et la poursuite d'investissements privés fructueux, et que les entreprises privées ont besoin d'un cadre des affaires propice pour prospérer et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.**
- **L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit des garanties contre les risques politiques auxquels sont exposés les investisseurs et les bailleurs de fonds dans les pays en développement.**
- **Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) facilite le règlement des différends relatifs aux investissements entre les investisseurs étrangers et leur pays d'accueil. le CIRDI fournit des services de conciliation et d'arbitrage des différends relatifs aux investissements entre des Etats contractants et des ressortissants d'autres Etats contractants.**



Évolution du SMI

- **(1) Démarrage difficile : 1945-1958**
 - Ressources financières limitées
 - Plan Marshall, OECE et Union européenne des paiements
 - 1952 : critères d'accessibilité aux ressources financières : tranches et accords de confirmation (stand-by)



Les débats d'après-Guerre

- **Monnaie internationale**
 - **Robert Triffin le paradoxe : le \$ comme monnaie internationale exige un déficit US, et un déficit suscite le refus du \$**
 - **Jacques Rueff : retour à l'Or**
- **Milton Friedman : Parités fixes/fluctuantes** ces dernières servent à **La prévention des crises**



■ 1958-1971 : le système sous tension

- ❑ déficit des ÉUA et pressions sur la Livre
- ❑ 1960 : spéculation sur l'or et création en 1961 du Pool de l'or
- ❑ 1961 : AGE ; accords de swap (échange de devises, à taux fixe) ; bons Roosa (bons en monnaies étrangères à long terme et non négociables)
- ❑ 1965 : De Gaule et la convertibilité du \$
- ❑ 1967 : dévaluation de la Livre sterling
- ❑ 1968-1970 : création des DTS
- ❑ 1968 : spéculation contre le \$. Fermeture du marché de Londres et création du double marché de l'or
- ❑ Étalon dollar de facto



XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 BRETTON WOODS

Changes fixes

(étalon de change-or)



1971 Accords de Washington -Dévaluation du dollar

1972 2^{ème} dévaluation du dollar



(2) La crise du \$ et les DTS

- Dévaluations du dollar : 15 août 1971 et 1973
- **Les DTS**
 - Le DTS est un **instrument de réserve** international créé par le FMI en 1969 pour compléter les réserves officielles existantes des pays membres. Les DTS sont alloués aux pays membres proportionnellement à leur quote-part au FMI. Le DTS sert aussi **d'unité de compte** au FMI et à certains autres organismes internationaux. Sa valeur est déterminée à partir d'un panier de monnaies.
 - Le DTS n'est pas une monnaie, et il ne constitue pas non plus une créance sur le FMI. Il représente en revanche une créance virtuelle sur les monnaies librement utilisables des pays membres du FMI. Les détenteurs de DTS peuvent se procurer ces monnaies en échange de DTS de deux façons : 1. sur la base d'accords d'échange librement consentis entre pays membres; 2. lorsque le FMI désigne les pays membres dont la position extérieure est forte pour acquérir des DTS de pays membres dont la position extérieure est faible.
 - La valeur du DTS a été fixée initialement à 0,888671 gramme d'or fin, ce qui correspondait alors à un dollar EU. Aujourd'hui, la valeur du DTS est déterminée par rapport à un panier de monnaies, qui comprend actuellement le dollar EU, l'euro, la livre sterling et le yen.

XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 BRETTON WOODS

1971 Accords de Washington -Dévaluation du dollar

1972 2^{ème} dévaluation du dollar

1973 Accords de Paris (changes flottants)

1976 Accords de la Jamaïque

Changes flottants



XIX^{ème}

XX^{ème}



1914 Première guerre mondiale

1918

1922 Conférence de Gênes

1931 Dévaluation de la livre

1933 Dévaluation du dollar

1939 Deuxième guerre mondiale

1944 BRETTON WOODS

1971 Dévaluation du dollar

1972 2^{ème} dévaluation du dollar

1973 Accords de Paris (changes flottants)

1976 Accords de la Jamaïque

Changes fixes (étalon-or)

Changes fixes
(étalon de change-or)

Changes fixes
(étalon de change-or)

Changes flottants



1976 Accords de la Jamaïque

Changes flottants

Ces accords visent à légaliser les pratiques qui se sont instaurées à partir de 1973 sur tous les marchés des changes après que les pays d'Europe occidentale et le Japon eurent cessé d'intervenir pour défendre un cours fixe de leurs monnaies respectives face au dollar.

Les pays signataires s'interdisent expressément de faire référence à l'or.

Ils s'accordent le droit de laisser flotter leur monnaie, sous réserve de maintenir un fonctionnement « ordonné » du marché. (Flottement impur).

Le nouveau « numéraire » est le droit de tirage spécial (D.T.S.) qui sert d'unité de compte.

Les accords de la Jamaïque (Kingston), janvier 1976

- **Liberté de choix** mais **renforcement du pouvoir de surveillance** du FMI
- **Fin des contrôles** sur les mouvements de capitaux
- **Le \$ devient** l'unité de compte, de paiement et de réserve du SMI
- La fin annoncée de l'État-providence et les débuts de la **globalisation**
- **Démonétisation de l'or**



Les années 1980-1990 : la crise de la dette

- La crise de la dette mexicaine 1982
- Nouveau rôle : le FMI devient l'intermédiaire obligé entre les pays endettés, les banques et les pays créanciers
- Nouvelle approche : les programmes d'ajustement structurels (gestion de l'offre et approche micro-économique) viennent s'ajouter aux programmes macro-économiques de gestion de la demande
- Nouveaux rapports avec la BM
- Nouvelles facilités : FAS et FASR. Celles-ci ont été remplacées dans les années 1990 par les FRPC, les facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance
- Nouvelle initiative : IPPTE et IPPTE renforcée (Initiative pour les pays pauvres très endettés)
- Élimination graduelle des dettes insoutenables



Les crises de la balance des paiements dans les pays émergents

- **La crise mexicaine fin 1993-début 1994**
- **Crises financières en cascade : Asie, Russie, Turquie, Brésil, Argentine...**
- **Nouveaux constats :**
 - **Les crises sont systémiques, liées à la volatilité des capitaux, à l'ouverture trop rapide des marchés financiers et à la fragilité des institutions financières**
- **Le FMI n'a pas vu venir les crises**



Le SMI actuel

Source Agnès Bénassy-Quéré et Jean Pisani-Ferry: **La réforme du système monétaire international** Colloque *Economie Mondiale 2010* Paris, 16 septembre 2009

- **Economies avancées**
- I. Parfaite mobilité des capitaux
- II. Chaque pays ou zone se concentre sur ses objectifs internes (inflation, écart de production)
- III. Changes flottants avec interventions en cas de désajustement important
- IV. Gestion des crises à travers G7, G20, FMI ; soutien des pays en crise.



Le SMI actuel

- **Economies en développement d'Asie de l'est**
- V. Convertibilité du compte courant
- VI. Stabilité monétaire intra-régionale assurée par le recours à une ancre externe (le \$)
- VII. Utilisation régionale du dollar comme monnaie d'échange et d'endettement
- **Tous pays**
- VIII. Utilisation du dollar comme moyen d'échange, réserve de valeur et unité de compte (matières premières, avions...)

- **Systeme qualifié de "Bretton Woods II" (Dooley, Folkerts-Landau and Garber 2003)**



Nouvelle approche

- ❑ La transparence et la normalisation des données statistiques
- ❑ Renforcement de l'architecture financière internationale : Forum de stabilité financière (FSF)
- ❑ Lignes de crédit préventive (LCP) et Facilité de réserve supplémentaire (FRS)
- ❑ Nouveaux rapports entre le FMI, la BRI, l'OCDE et la BM
- ❑ La crise 2007-2010, le rôle du G20, faut-il un nouveau Bretton Woods



les grandes options pour reconstruire

Le débat se centre sur trois grands thèmes:

- Un système fondé sur un panier de monnaies (US\$, Euro, Yen, Yuan ?)
- Un système fondé sur une monnaie internationale (Bancor ?)
- Un système où les monnaies sont indexées sur un bien (probablement l'or ?)

